

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 07414
Numéro SIREN : 537 717 068
Nom ou dénomination : A S E PIZZA

Ce dépôt a été enregistré le 24/11/2023 sous le numéro de dépôt 32023

A.S.E. PIZZA
SARL au capital de 1000 Euros
Siège Social : 1, Rue des CARMELITES
93200 SAINT DENIS
RCS 537717068 R.C.S. BOBIGNY

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 21 Septembre 2023**

L'an deux milles vingt-trois, le 21 Septembre, à 9 heures. Les associés de la société **A.S.E PIZZA** se sont réunis en assemblée générale extraordinaires au siège social de la société sis à **1, Rue des CARMELITES 93200 ST DENIS** afin de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Démission de l'ancien Gérant Monsieur **GHANDRI Mohsen**.
2. Nomination d'un nouveau Gérant **Monsieur MASLAH Mohsen** en remplacement de Monsieur **GHANDRI Mohsen** Gérant démissionnaire.
3. Modifications des statuts de la société.
4. Questions diverses

Sont présents :

Mr GHANDRI Mohsen Gérant démissionnaire.

Mr MASLAH Mohsen , nouveau Gérant. Associé, détenant 50% du capital social.

Monsieur MEZDARI Kamel, Associé détenant 25% du capital social.

Monsieur GHABENTNI Walid, Associé détenant 25% du capital social.

L'assemblée générale extraordinaire est présidée par **Mr GHANDRI Mohsen**.

Monsieur le Président déclare que l'assemblée est valablement constituée et qu'il peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le président déclare en tant que de besoin renoncer expressément à toutes nullités, exceptions et fins de non recevoir relatives à la convocation et à la tenue de l'assemblée.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- La feuille de présence,
- Le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'assemblée.

Cette lecture terminée, le président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu Monsieur **GHANDRI Mohsen** pour sa décision de démission, a **agréé cette décision**.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire décide la nomination de Monsieur MASLAH Mohsen en qualité de Gérant. Né le 29/09/1975 à JERBA-Tunisie de nationalité Tunisienne et demeurant au 02 Passage Roche 93500 Pantin.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve la mise à jour des statuts **suite aux** différentes décisions précises par cette assemblée.

Cette décision est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs à son président et au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet de procéder à toutes les publicités légales de dépôt et de publicité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés, après lecture.

Mr GHANDRI Mohsen
(Pour signature de sa démission)



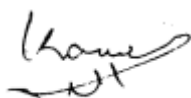
Monsieur MASLAH Mohsen

(Pour acceptation de ses fonctions de Gérant)

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mohsen Maslah', with a long horizontal stroke extending to the left.

Monsieur MEZDARI Kamel

(Associé)

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kamel Mezdari', with a long horizontal stroke extending to the left.

Monsieur GHABENTNI Walid

(Associé)

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Walid Ghabentni', with a large circular flourish at the end.

STATUTS

SARL A.S.E. PIZZA

LE COMPTOIR A PIZZA

Siège social: 1, Rue des CARMELITES 93200 SAINT DENIS

Capital: 1000,00 Euros

MIS A JOUR LE 21/09/2023

Les soussignés :

Monsieur MASLAH Mohsen

Né le 29 septembre 1975 à Djerba - TUNISIE

Demeurant au 02 Passage Roche 93500 Pantin.

Nationalité Tunisienne

Monsieur MEZDARI Kamel

Né le 01 Janvier 1983 à Mednine TUNISIE

Demeurant au 12, Rue BICHAT 75010 Paris

Nationalité Tunisienne

Monsieur GHABENTNI Walid

Né le 29 Juin 1987 à Jerba TUNISIE

Demeurant au 12, Rue BICHAT 75010 Paris

Nationalité Tunisienne

ARTICLE 1-FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts composant le capital une société à responsabilité limitée:
SARL

ARTICLE 2 OBJET

La société a pour objet social:

Cuisson et commercialisation des pains, viennoiseries et pâtisseries (Terminal de cuisson, point chaud). Vente de sandwichs, de boissons chaudes et froides non alcoolisées, confiseries.

Fabrication, cuisson et commercialisation des pizzas et des sandwichs.

ARTICLE 3-DENOMINATION

La dénomination sociale est: **A.S.E PIZZA**

Le nom commercial est: **LE COMPTOIR A PIZZA**

Dans tous les actes et documents de la société, la dénomination sociale doit être précédée des initiales SARL.

ARTICLE 4-DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre des métiers, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 5-SIEGE SOCIAL

Le siège est établi au: **1, Rue des CARMELITES 93200 SAINT DENIS**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 6-CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à MILE EUROS (1000,00 €) divisé en 100 parts égales d'une valeur DIX EUROS (10,00€) chacune, entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 7 COMPOSITION DU CAPITAL APPORTS DES ASSOCIES

Les soussignés apportent à la société respectivement:

- Monsieur MASLAH Mohsen 50 parts soit CINQ CENTS EUROS (500,00 €).**
- Monsieur MEZDARI Kamel 25 parts soit DEUX CENTS CINQUANTE EUROS (250,00 €).**
- Monsieur GHABENTNI Walid 25 parts soit DEUX CENTS CINQUANTE EUROS (250,00 €).**

Ce qui représente 100% du capital de la société.

ARTICLE 8-MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas d'augmentation du capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés. Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article. Si l'augmentation de capital est réalisée soit en totalité, soit en partie, par des accords en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous responsabilité d'un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

ARTICLE 9-PARTS SOCIALES

1- Représentation des parts sociales.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titre négociables, nominatifs ou au porteur. Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des sessions qui seraient régulièrement consenties.

2- Droits et obligations attachées aux parts sociales.

Chaque part social confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Elle lui donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations. Sous réserve de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports au-delà, tout appel de fonds est interdit. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requière l'opposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leur droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés. Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites, peut toujours être réalisées nonobstant l'existence des rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droit d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du nombre de parts. Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en part d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve de respect de la valeur nominal minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas de céder ou d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal.

3- Indivisibilité des parts sociales, exercice des droits attachés aux parts.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent. En cas de démembrement de la propriété et à défaut d'entente ou de convention dument notifiée à la société l'usufruitier représente valablement les parts démembrées pour l'exercice de tous droits sociaux.

4- Associé unique.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société, tout intéressé pouvant seulement demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

Le tribunal peut accorder un délai supplémentaire maximum de six mois pour régulariser la situationnel ne peut prononcer la dissolution si au jour ou il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu l'associé entre les mains duquel sont réunies les parts sociales, peut dissoudre la société à tout moment par déclaration au Greffe en annexe au Registre des métiers du siège social.

ARTICLE 10-CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS

1 - les cessions de parts se font par acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposable à la société elles doivent lui être signifiées par exploit d'huissier ou être acceptées par elle dans un acte notarié ou signifiées au siège de la société et acceptées du gérant. Pour être opposables au tiers, elles doivent en outre avoir été déposées au Greffe en annexe au Registre des Métiers.

2- les parts sont librement cessibles entre associés.

3- elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit y compris les conjoints, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quart du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusée de réception ou par acte extrajudiciaire. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis. Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusée de réception, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts moyennant un prix fixé d'un commun accord entre associés ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 alinéa 5 du code civil. La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des dites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Si à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue. Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cession, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement ou par voie de fusion ou d'un apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

4- si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, Alinéa 1 du code civil, à moins que la société ne préfère, après cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

5- en cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté en époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quart du capital social. Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjointement doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un inventaire ; dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part de décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément. En cas de dissolution de la communauté, le partage est notifié par l'époux le plus délégué par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de

réception à la société et à chacun des associés. A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

ARTICLE 11 - DECES - INTERDICTIONS - FAILLITE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cession de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 12 GERANCE

La société sera gérée et administrée par Monsieur **MASLAH Mohsen** Né le 29/09/1975 à JERBA-Tunisie de nationalité Tunisienne et demeurant au 02 Passage Roche 93500 Pantin.

Sans limitation de la durée de son mandat, elle peut résilier ses fonctions, mais seulement à la clôture d'un exercice, en prévenant les associés six mois au moins à l'avance par lettre recommandée, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés pris à la majorité ordinaire du capital. En cas de cession de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 14 ci-après. Le ou les gérants subséquents sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social. Chacun d'eux a la signature dont il ne peut pas faire usage que pour les affaires de la société. Dans les rapports avec les tiers, le ou les gérants sont investis de pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du ou des gérants qui ne relèvent de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant et sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance le ou les gérants doivent consacrer le temps ou les soins nécessaires à la marche des affaires sociales sans être astreints à y consacrer tout leur temps. Ils peuvent conserver ou prendre des intérêts personnels dans toutes entreprises, même d'objets similaires et y occuper toutes fonctions. En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 13-COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent (ou doivent) être nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Leurs honoraires sont fixés par la loi.

ARTICLE 14-DECISIONS COLLECTIVES

1- la volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés même absents, dissidents ou incapables. Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital peuvent demander la réunion d'une assemblée. Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion. Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. La délibération est constatée par un procès verbal contenant les mentions exigés par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant par le président de séance. A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès verbal.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus, est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a le droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation. Tout associé peut se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir ou par son conjoint.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiés d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications prévues par la loi, à savoir: révocation du gérant statutaire et transformation en société anonyme lorsque les conditions légales sont réunies. Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes du dit exercice et l'affectation des résultats. Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur une deuxième consultation prise à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté. Les voix se calculent sur celles émises par les personnes présentes ou représentées.

ARTICLE 16-DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévue par la loi. Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts. Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les engagement d'un

associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile: - à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts du capital social, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés.

Par des associés représentant au moins les trois quart du capital social, pour toutes les autres décisions extraordinaires. Les voix sont calculées sur celles émises par les personnes présentes ou représentées.

ARTICLE 17 DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux à le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANT

Sous réserve de ces interdictions légales, les conventions entre la société et l'un de ses associés ou gérant sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrits par la loi. Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Ainsi, les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société, en compte courant aucun associé ne peut effectuer de retrait sur les sommes

ainsi déposées sans avoir averti le gérant au moins un mois à l'avance.

ARTICLE 19-ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE

L'année sociale commence le 1 janvier et finit le 31 décembre. L'actuel se clôturera le 31 décembre 2016. Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan résumant l'inventaire, un compte de résultat et l'annexe.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la loi. Le montant des engagements cautionnés avalisés ou garnis par la société et mentionnée à la suite du bilan. La gérance établit un rapport sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Le rapport de la gérance, le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le texte des résolutions proposée et, éventuellement, le rapport du commissaire aux comptes doivent être adressés aux associés quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée appelé à statuer sur ses comptes à compter de cette communication, tout associé, a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée. Pendant le délai de quinze jours francs qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes de résultat et de l'annexe, des bilans, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE 20 AFFECTATIONS ET REPARTITIONS DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déductions faite des frais généraux et autres charges de la société y compris, notamment les participations du personnel intéressé, tout amortissement et provisions

constituent les bénéfices nets. Sur ces bénéfices nets diminués, le cas échéant, des pertes antérieures. Il est prélevé cinq pour cent pour former les fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième. Le bénéfice net distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires. Après ce prélèvement, il peut être attribué aux parts sociales, à titre de premier dividende, une somme égale à cinq l'an du nominal non-amorti, sans que, si les bénéfices d'un exercice ne permettant pas ce paiement, les propriétaires de parts, puissent réclamer sur les bénéfices de l'exercice ou des exercices subséquents. Le solde des bénéfices est reparti par la collectivité des associés. toutefois les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu. Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant sans qu'aucun d'eux puisse en être tenu au-delà du montant de ses parts.

ARTICLE 21-DIVIDENDES-PAIEMENT

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE 22-CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieur à la moitié du capital social, la gérance doit dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'un minimum légal, l'action en dissolution de la société n'est recevable que deux mois après la mise en demeure de régulariser la situation.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution, pour quelque cause que soit, la société entre en liquidation. Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre des Métiers. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention << société en liquidation >> ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés pris parmi les associés ou en dehors d'eux la liquidation est effectuée conformément à la loi. Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est reparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

ARTICLE 24 - CONTESTATION

Toutes contestation qui pourrait surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés et la société, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents du siège social.

Tout associé doit, en conséquence, faire élection de domicile dans le ressort judiciaire du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement délivrées à ce domicile élu ; à défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République du lieu du siège social.

ARTICLE 25 - REPRISE D'ENGAGEMENT ANTERIEURS- AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS POSTERIEURS

Les soussignés après avoir pris connaissance des engagements qui en résultent prises par le gérant déclarent approuver ces actes et ces engagements; qui seront réputées avoir été souscrits des l'origine lorsque l'immatriculation au registre des métiers aura été effectuée.

ARTICLE 26 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE, IMMATRICULATION, PUBLICITE, POUVOIRS,FRAIS

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre des Métiers en vue d'obtenir cette immatriculation, les soussignés seront tenu de souscrire et de déposer au Greffe du Tribunal de Bobigny la déclaration de conformité prescrite par la loi. Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportées par la société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année et, en tout cas, avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 27 - DELAIS

Les délais stipulés aux présents statuts sont des délais francs.

Fait à Saint Denis, le 21/09/2023

Certifié conforme

Monsieur MASLAH Mohsen

(Nouveau Gérant)



Monsieur GHABENTNI Walid

(Associé)



Monsieur MEZDARI Kamel

(Associé)

